

Mars 2022

Productivité et commerce agroalimentaire:

Lacunes et possibilités des politiques

Rapport Perspective préparé pour l'ICPA par Al Mussell, Ted Bilyea et Douglas Hedley



Rapport
Perspective



Institut canadien des politiques agroalimentaires
960, avenue Carling
Ferme expérimentale centrale, immeuble 60
Ottawa, (Ontario) K1A 0C6
www.capi-icpa.ca/fr/

Canada 

Afin d'assurer la validité et la qualité de son travail, l'ICPA exige que tous les Rapports Perspective soient soumis à un processus d'examen par les pairs. L'ICPA remercie les deux pairs qui ont examiné la version préliminaire du présent rapport et formulé de précieux commentaires. Les points de vue et les opinions exprimés dans le présent document sont uniquement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'ICPA.



Note de l'ICPA

Des pressions croissantes sont exercées de toutes parts sur le système agroalimentaire canadien afin qu'il en fasse plus sur le plan environnemental. Qu'il en fasse plus sur le plan social. Et qu'il en fasse plus sur le plan économique. On constate également un intérêt grandissant, tant de la part du gouvernement que du public, pour la mise en place de solutions intérieures aux défis auxquels fait face le système agroalimentaire du Canada.

Ces pressions exercées sur le système agroalimentaire — ces appels à en faire toujours plus — reflètent un manque de perspective. Le système agroalimentaire du Canada est la somme des parties qui le composent et ces parties sont si étroitement imbriquées dans les contextes nationaux et mondiaux qu'on ne peut les considérer isolément les unes des autres. Les solutions politiques axées sur l'environnement devraient accorder une place tout aussi importante à l'obtention de résultats positifs sur les plans social et économique.

Le système agroalimentaire du Canada doit mieux définir son rôle dans un contexte mondial en pleine évolution et doit rapidement rassembler ses forces afin d'être en mesure de faire face aux changements qui se dessinent et qui seront, en grande partie, défavorables. La politique agroalimentaire du Canada a besoin d'une nouvelle stratégie.

Le Canada étant l'un des 10 principaux exportateurs et importateurs de produits agricoles, son système agroalimentaire a des ramifications dans le monde entier. Lorsqu'on s'intéresse aux moyens qui permettraient au système d'en faire plus sur les plans environnemental, social et économique, il convient d'inscrire la réflexion dans un contexte mondial.

Dans le présent rapport Perspective de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), les experts Al Mussell, Ted Bilyea et Douglas Hedley se penchent sur la nécessité de mieux aligner les politiques nationales du Canada sur l'évolution de la réalité mondiale.

Le présent rapport a été préparé peu avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à la fin de février 2022. Cette évolution explosive de la situation fait plus que concorder avec les constatations, les préoccupations et les conclusions formulées dans le présent rapport, elle les conforte.

À propos des auteurs

Directeur de la recherche à l'ICPA, **Al Mussell** est également responsable de la recherche chez Agri-Food Economic Systems. Ses domaines d'expertise comprennent la gestion d'entreprises agricoles et les systèmes agricoles, la commercialisation des produits agricoles et les politiques commerciales/agroalimentaires.

Intronisé au Temple canadien de la renommée agricole et membre distingué de l'ICPA, **Ted Bilyea** a fait carrière chez Aliments Maple Leaf, où il a joué un rôle déterminant dans l'évolution des activités de l'entreprise à l'échelle internationale. Avant de prendre sa retraite, après 35 ans de loyaux services, il occupait le poste de vice-président directeur.

Douglas Hedley a eu une longue carrière à titre de cadre dirigeant à Agriculture et Agroalimentaire Canada. Intronisé au Temple canadien de la renommée agricole, il a consacré de nombreuses années de sa vie professionnelle au développement de l'agriculture à l'échelle internationale.



Principaux points à retenir

- Les changements climatiques complexifient les hypothèses qui guident les pratiques agricoles et ont le potentiel, dans le pire des scénarios, d'ébranler les systèmes agricoles existants.
- La croissance de la productivité agricole connaît un ralentissement.
- À l'échelle internationale, les gouvernements sont de plus en plus nombreux à mettre en œuvre des politiques axées sur la constitution de réserves et à ériger des barrières commerciales en réaction à la variabilité et à la raréfaction potentielle des approvisionnements alimentaires.
- Les fortes hausses des prix de l'énergie ont engendré une série de rajustements spectaculaires, y compris une augmentation des prix des engrais azotés et un regain d'intérêt pour les carburants renouvelables.
- En 2021, les prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis la flambée des prix à court terme survenue au début des années 1970, une situation qui a de graves répercussions dans les pays en développement.
- L'augmentation de la demande et la variabilité de l'offre pourraient faire augmenter les prix pour les agriculteurs et accroître l'insécurité alimentaire de façon générale.
- Les avantages liés à la hausse des prix pourraient être neutralisés par des dépenses et une instabilité accrues, qui pourraient fort bien dépasser la portée des outils de stabilisation du revenu dont nous disposons actuellement.
- Les priorités du Canada en matière de politique agroalimentaire semblent reposer à la fois sur la volonté 1) de maintenir en grande partie le statu quo et 2) d'opérer un virage fortement axé sur les changements climatiques et la main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire.

Recommandations

1. Il faut mettre l'accent sur la durabilité et les changements climatiques, mais cela ne doit pas se faire à l'exclusion ou au détriment de la productivité agricole et du rôle du Canada dans la sécurité alimentaire aux échelles nationale et internationale. La politique agroalimentaire doit s'inscrire dans un programme plus ambitieux qui reconnaît que des normes et des garde-fous importants — qui sont en place depuis longtemps et constituent le fondement des paramètres qui orientent les politiques actuelles — risquent d'être enfreints.
2. L'érosion du commerce réglementé a permis la levée soudaine ou ponctuelle de barrières aux échanges agroalimentaires. Les distorsions du commerce dans le secteur agroalimentaire sont de plus en plus utilisées comme des armes géoéconomiques, auxquelles les pays exportateurs ayant une économie ouverte comme le Canada sont vulnérables. Des efforts accrus pour assurer l'accès aux marchés seront nécessaires, mais le Canada devra également rajuster sa politique commerciale pour qu'elle tienne compte de ces risques et s'aligner sur des pays qui ont une vision similaire afin de pouvoir utiliser l'effet de levier des marchés pour atténuer ces risques.
3. Les gouvernements du Canada doivent trouver le moyen de travailler différemment — ou de créer un nouvel espace politique — avec les entreprises et les exportateurs agroalimentaires afin d'atténuer les risques croissants que posent les différends commerciaux « prédateurs » ou l'acquisition d'actifs agroalimentaires canadiens par des tiers dont les intérêts ne cadrent pas avec ceux du Canada. Les entreprises agroalimentaires canadiennes peuvent être financièrement lésées par les actions d'autres pays, et leurs actifs productifs peuvent être accaparés par des tiers qui ont, à l'égard du secteur alimentaire, des intérêts nationalistes qui vont au-delà de la commercialisation et de la recherche de profits.



Introduction

De plus en plus, notre monde semble tributaire d'un équilibre précaire résultant de la conjoncture d'une multitude de facteurs — la pandémie actuelle de COVID-19 (et ses résurgences potentielles); les preuves de plus en plus tangibles du réchauffement de la planète et les défis connexes en matière d'atténuation et d'adaptation; le risque que des rivalités géopolitiques prennent le pas sur le multilatéralisme et la menace de conflits internationaux; la perspective de bouleversements sociaux liés au genre, à la race et à la classe économique; et la perspective que l'inflation, voire l'hyperinflation, vienne plomber l'ensemble de l'économie mondiale. La sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes agricoles sont inextricablement liées à chacun de ces enjeux.

De quelles façons notre politique agroalimentaire devrait-elle évoluer face à ces enjeux? Les paradigmes qui orientent nos politiques agroalimentaires actuelles datent d'une époque — les années 1990 et le début des années 2000 — où l'ordre mondial était axé sur la libéralisation des échanges et où cette dernière était généralement perçue comme le principal moyen d'accroître la prospérité et de réduire la pauvreté. Le secteur agroalimentaire canadien a suivi la voie de la libéralisation des marchés, de l'amélioration de l'efficacité, de la productivité et de l'innovation, et est devenu, dans ce contexte, un acteur beaucoup plus important sur la scène internationale, grâce à des politiques habilitantes.

Cette époque a été très bénéfique pour le monde et pour le secteur agroalimentaire canadien.

Le présent document passe en revue les signes, de plus en plus nombreux, qui tendent à confirmer que de puissantes forces sont à l'œuvre et risquent de pousser le secteur agroalimentaire canadien hors des limites du système de normes qui a présidé à son fonctionnement au cours des trois dernières décennies. Bien qu'une certaine normalité puisse éventuellement réapparaître, le Canada doit rapidement se préparer à composer avec un environnement de production, de commercialisation et d'échanges très différent et beaucoup plus hostile.

Les auteurs du présent document concluent que la politique agroalimentaire canadienne devra opérer un changement de cap dans un délai relativement court. Ce changement de cap devra en premier lieu tenir compte de toute l'étendue de la situation — il convient de mettre l'accent sur la durabilité et sur les changements climatiques, mais pas à l'exclusion ou au détriment de la productivité agricole et du rôle que le Canada peut jouer sur le plan de la sécurité alimentaire.

Deuxièmement, l'hypothèse implicite voulant que les marchés continueront de fonctionner et que l'accès aux marchés d'exportation pourra être maintenu — comme cela a été le cas par le passé — devra être revue, sachant que des partenaires commer-

ciaux d'importance sont prêts à utiliser l'agroalimentaire comme arme. Les pressions que la demande exerce sur l'offre et l'appauvrissement des stocks sur fond d'inquiétudes liées à la sécurité alimentaire pourraient entraîner une hausse des prix à la ferme et accroître de beaucoup l'instabilité des prix, des coûts et des revenus agricoles — une situation bien différente de celle dans laquelle les outils de stabilisation de revenu existants ont été conçus.

Enfin, le Canada devra revoir sa façon de travailler avec les entreprises engagées dans le commerce d'exportation de produits agroalimentaires — car ces entreprises sont à la fois les premières à subir les contrecoups d'une détérioration des relations commerciales dans le secteur agroalimentaire et les porte-étendards de la stratégie canadienne en matière de commerce agroalimentaire. Ces entreprises pourraient subir un préjudice financier en raison de différends commerciaux fondés sur la prédation ou être acquises par des tiers dont les intérêts ne cadrent pas avec ceux du Canada; il s'agit d'un risque nouveau dont l'importance commande d'adopter une politique proactive.

Le présent document est rédigé dans un style plutôt éditorial et les termes employés sont parfois durs, mais cette approche est nécessaire, car il semble que cette situation, pourtant critique, soit mal comprise et ne reçoive pas l'attention qu'elle mérite.

¹ À la mi-février 2022, les forces russes sont massées à la frontière ukrainienne et des troupes russes ont pénétré dans la région du Donbass. Une invasion de l'Ukraine par la Russie semble imminente.

Conditions climatiques extrêmes

Certaines parties de l'ouest de l'Amérique du Nord ont été confrontées à des vagues de chaleur extrême et à des sécheresses dévastatrices au cours de la saison de croissance de 2021, ce qui a entraîné une baisse importante du rendement et de la qualité des cultures dans certaines régions, ainsi qu'un manque de nourriture pour les animaux au pâturage. La situation observée en 2021 s'ajoute aux événements météorologiques inhabituels qui sont survenus à l'automne 2019 dans différentes régions du Canada et que plusieurs appellent désormais la « récolte infernale ». Des événements épisodiques ont également été observés pendant la même période, notamment des inondations dévastatrices causées par des chutes de pluie soudaines et excessives dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique ainsi que dans certaines régions des Maritimes. Ces événements de grande ampleur ont entraîné la destruction de nombreux biens et ont considérablement affaibli la capacité agricole.

Les causes à l'origine de chacun de ces événements sont probablement

complexes, mais en Amérique du Nord, il est généralement admis que l'affaiblissement des vents à haute altitude autour de l'Arctique y contribue de façon importante, car il entraîne une variation plus graduelle de la température des masses d'air en provenance du sud de l'Arctique.² Cela permet à l'air arctique de pénétrer plus loin au sud et à l'air chaud en provenance de l'équateur de se déplacer plus facilement vers le nord, de façon épisodique. Ce phénomène ne semble pas être cyclique (à la différence d'autres phénomènes connus pour exercer une influence sur le climat, comme les courants marins *La Nina* et *El Nino* dans le Pacifique); il s'agit d'une rupture de l'équilibre qui sépare les masses d'air froid en provenance de l'Arctique des masses d'air chaud et qui est attribuable aux changements climatiques. Il s'ensuit que l'instabilité climatique qui a marqué les deux dernières saisons de croissance — sécheresses, inondations et phénomènes météorologiques violents — risque fort de perdurer, voire de s'intensifier.

Des conditions météorologiques ex-

trêmes aux effets préjudiciables sont observées partout dans le monde, y compris dans les régions où l'on retrouve un grand nombre de producteurs et d'exportateurs agroalimentaires. En 2021, après des années de sécheresse, l'Australie a dû faire face à des inondations et à une humidité excessive. Au Brésil, certaines parties du pays sont confrontées à de graves sécheresses³ alors même que d'autres régions doivent composer avec des inondations dévastatrices.⁴ Bien qu'elle ait subi d'importantes inondations en 2020, la Chine — qui compte 20 % de la population mondiale et 7 % des réserves d'eau douce — fait face à un déficit structurel en eau qui ne cesse de s'aggraver.⁵ Plus particulièrement, d'importantes régions productrices de céréales du nord-est de la Chine doivent en permanence composer avec un accès limité à l'eau.

Ces anomalies climatiques de plus en plus fréquentes complexifient les hypothèses qui orientent les pratiques agricoles et ont le potentiel, dans le pire des scénarios, de miner les systèmes agricoles tels qu'on les connaît.

Ralentissement de la croissance de la productivité agricole

De plus en plus de données indiquent que la croissance de la productivité agricole — le taux d'augmentation de la production agricole par rapport aux intrants — connaît un ralentissement. Les données les plus récentes à cet effet ont été recueillies par *Fuglie et coll* (2021) dans le cadre d'un enquête sur la croissance de la productivité

agricole à l'échelle mondiale.⁶ Cette croissance moindre de la productivité à l'échelle mondiale est en partie attribuable aux pays en développement — y compris les producteurs/exportateurs importants que sont le Brésil, la Chine et l'Inde — qui ont vu les taux de croissance de leur productivité chuter au cours de la

dernière décennie par rapport aux décennies précédentes. Mais, le plus préoccupant demeure la diminution de la croissance de la productivité multifactorielle (PMF): c'est-à-dire la portion résiduelle de la croissance des contributions à la productivité après prise en compte de l'intensité d'utilisation des intrants (comme les engrais

² Voir, à titre d'exemple, Lindsey (2021) <https://www.climate.gov/news-features/understanding-climate/understanding-arctic-polar-vortex>

³ « Withering Crops Highlight La Nina Fears for Brazil Soy Farmers », Tatiana Freitas », Tatiana Freitas. Bloomberg, 22 décembre 2021 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-12-22/withering-crops-highlight-la-nina-fears-for-brazil-soy-farmers?sref=ZcpONEpZ>

⁴ « Dam Breaks threaten Worse Flooding in Northeast Brazil », Associated Press, 28 décembre 2021 <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-12-26/dam-breaks-threaten-worse-flooding-in-northeast-brazil?sref=ZcpONEpZ>

⁵ « China Is Running Out of Water and That's Scary for Asia », Hal Brands. Bloomberg, 29 décembre 2021 <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2021-12-29/china-s-water-shortage-is-scary-for-india-thailand-vietnam?sref=ZcpONEpZ>

⁶ Fuglie, Keith, Jeremy Jelliffe et Stephen Morgan. 2021, « Slowing Productivity Reduces Growth in Global Agricultural Output », Amber Waves, 28 décembre 2021. <https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2021/december/slowing-productivity-reduces-growth-in-global-agricultural-output/>

et les pesticides⁷ et du taux d'utilisation des terres en agriculture. Les pays développés comme le Canada demeurent en meilleure posture, mais même les taux de croissance de la PMF des pays développés ont diminué depuis les années 1960 et 1970. Cette diminution a également pour effet de soumettre les pays développés à une pression constante pour qu'ils augmentent leur production agricole

et compensent ainsi la croissance en baisse de la PMF observée dans les pays en développement. Les causes à l'origine de la croissance moindre de la PMF sont multiples; Fuglie et coll. citent la fréquence accrue des événements climatiques extrêmes ayant une incidence sur les rendements, la diminution des investissements dans la recherche agricole fondamentale et le nombre inférieur de percées tech-

nologiques: l'émergence de ravageurs et de maladies des cultures plus résistants (et de maladies du bétail aux conséquences catastrophiques); la diffusion trop lente des technologies agricoles en raison de restrictions réglementaires; et l'accroissement de certains obstacles au commerce liés aux technologies agricoles.⁷

Évolution du commerce international et de la géopolitique dans le secteur alimentaire

Dans un contexte marqué par la variabilité des récoltes à l'échelle mondiale et une productivité agricole à la traîne, les inquiétudes concernant la disponibilité des denrées de base et des produits agricoles se sont multipliées. Plusieurs pays ont décrété des moratoires sur les exportations; c'est le cas des exportations de blé en Russie (qui impose à la fois une taxe à l'exportation et un quota); de blé, de maïs, d'huile et du tourteau de soja et de bœuf en Argentine; de tournesols et d'huile de tournesol en Ukraine; et de riz au Vietnam.⁸

Parallèlement, d'autres s'emploient activement à constituer des réserves. La Jordanie a commencé à constituer des stocks de blé et d'orge en 2020.⁹ Le gouvernement égyptien a fait des réserves de blé; les Philippines, de riz.¹⁰ Dans d'autres pays, comme la Turquie et la Chine, les gouvernements ont dû composer avec des citoyens qui stockaient et accaparaient des denrées ou, à l'inverse, ont activement encouragé leurs citoyens à constituer des réserves.¹¹ Ces réactions sont motivées par les inquiétudes liées à la sécurité

alimentaire et la crainte que les approvisionnements alimentaires se raréfient.

Les politiques commerciales dans le secteur agroalimentaire sont devenues un axe incontournable des relations étrangères. Les produits agroalimentaires sont depuis longtemps la cible de représailles dans les différends commerciaux, mais ce phénomène s'intensifie. Dans d'autres cas, les produits alimentaires ont été au centre de tensions diplomatiques plus vastes. Les mesures commerciales que la Chine a prises à l'encontre de l'Australie relativement à l'orge, au vin, au bœuf et au homard en sont un bon exemple. Le canola, le bœuf et le porc canadiens ont également été ciblés par la Chine, qui a commencé par invoquer des problèmes techniques. Il arrive également que les normes d'inspection des aliments deviennent soudainement plus complexes ou très ambiguës. À titre d'exemple, la Chine a exigé que les produits importés visés par le maintien de la chaîne du froid soient testés, tracés, séparés et qu'on leur attribue des codes QR aux points de vente.¹² Cette tendance a été renforcée

par le caractère contradictoire des conclusions des scientifiques chinois et des communications diffusées au sujet de la transmissibilité du virus de la COVID-19 par les aliments, et par une tentative apparente de cibler les importations comme source de risque – afin d'imposer des frais supplémentaires sur les importations et soutenir les prix pour les producteurs nationaux.

Les exemples susmentionnés s'inscrivent dans le contexte d'une érosion plus généralisée des institutions du commerce réglementé, dont témoignent également l'Accord États-Unis-Japon et l'Accord États-Unis-Chine – des traités bilatéraux qui créent des préférences commerciales exclusives pour les parties à l'accord, qui ne s'étendent pas aux autres pays selon le principe de la nation la plus favorisée. Ces préférences exclusives semblent aller à l'encontre des règles fondamentales du GATT et de l'OMC; or, le processus d'appel de l'OMC étant suspendu depuis 2020, aucun pays n'a soulevé la question dans le cadre d'un différend officiel.

⁷ On assiste en outre à une émergence accrue de ravageurs résistants aux technologies de lutte existantes (par exemple l'herbicide glyphosate), sans que ne soient développés en parallèle des substituts aussi efficaces offerts à un coût similaire. En d'autres termes, plutôt que de conserver nos acquis, nous perdons du terrain dans certains secteurs.

⁸ Voir *Argentina halts export registration for soy oil, meal* | Reuters, le 14 mars, 2022.

⁹ Voir *The Cost of Food Security in Jordan* par Hadi Fathallah et Timothy Robertson, Carnegie Endowment for International Peace <https://carnegieendowment.org/sada/84424>

¹⁰ Voir « *Countries follow consumers in stockpiling food* », *Financial Times*, avril 2020 <https://www.ft.com/content/5c8cbc60-aec0-4f3d-b0e2-a5e44f0c6f74>

¹¹ Voir, à titre d'exemple, « *China urges families to stock up on food for winter months* », *New York Times*, 2 novembre 2021 <https://www.nytimes.com/2021/11/02/world/asia/china-food-shortages-winter.html>

¹² Voir, à titre d'exemple « *China's Covid Food Import Controls: Jump! How High?* » Dim Sums, 17 janvier 2022 <http://dimsums.blogspot.com/2022/01/chinas-covid-food-import-controls-jump.html>

Énergie, intensité des intrants et marchés des produits agricoles

Les prix de l'énergie à l'échelle mondiale ont augmenté de façon notable en 2021; une évolution qui en a surpris plus d'un. Le département de l'Agriculture des États-Unis indiquait dans ses projections pour l'agriculture d'ici 2030 [Agricultural Projections to 2030], publiées en février 2021 (d'après les prévisions d'août 2020), que « les prix du pétrole brut devraient demeurer relativement bas et varier assez peu en 2020 et 2021, alors que

la demande et l'offre se rétabliront graduellement du choc engendré par la pandémie ». ¹³ Les perspectives à long terme prévoyaient que les prix du pétrole seraient de l'ordre d'un peu plus de 40 \$ US le baril en 2021-2022 pour atteindre très graduellement 57 \$ US le baril d'ici 2030.

Comme l'illustre la figure 1 ci-dessous, les prix du pétrole ont connu, en 2021,

une hausse marquée dépassant largement ce niveau. Selon les perspectives à court terme, les prix de l'énergie aux États-Unis devraient demeurer de 20 % à 50 % supérieurs aux niveaux de 2020. ¹⁴ Il ne s'agit pas de démontrer que les prévisions étaient erronées, mais bien que la flambée des prix de l'énergie était en grande partie inattendue.

Figure 1 Coût d'acquisition composite du pétrole brut pour les raffineurs américains, janvier 2011 à décembre 2021



Source: Energy Information Administration des États-Unis

¹³ Voir, à titre d'exemple, les prévisions de l'Energy Information Administration des États-Unis <https://www.eia.gov/outlooks/steo/report/prices.php>

¹⁴ <https://fortune.com/2021/11/04/energy-crisis-food-shortage-security-fertilizer-prices-yara-ceo-madagascar-cop26/>



La hausse marquée des prix de l'énergie a engendré une série de rajustements spectaculaires. Les prix des engrais azotés connaissent une hausse fulgurante. À titre d'exemple, alors que le prix à terme de l'urée à Chicago se négociait autour de 240 \$ US la tonne en mai 2021, il avait atteint 800 \$ US la tonne au début de décembre 2021. Cette hausse des prix concorde avec les remarques formulées par Svein Tore Holsether, chef de la direction du producteur d'engrais Yara, lors du sommet de la COP26 qui s'est tenu à Glasgow en novembre 2021. Faisant référence à l'augmentation subite des coûts de fabrication de l'ammoniac (un précurseur de l'urée et d'autres engrais azotés), elle a, selon le magazine *Fortune*, déclaré ce que suit [TRADUCTION] : « Je tiens à le dire haut et fort dès maintenant, les rendements de la prochaine récolte risquent d'être très faibles [...]. J'ai bien peur que nous nous dirigeons vers une crise alimentaire. » Elle a ajouté ce qui suit [TRADUCTION] : « Il nous en coûtait 110 \$ pour produire une tonne d'ammoniac l'été dernier; il nous en coûte maintenant 1 000 \$.¹⁵ La hausse du prix des engrais azotés est si importante qu'elle a fait l'objet d'un article dans le *New York Times*, qui recensait les causes à l'origine de l'augmentation du prix de l'urée.¹⁶ L'article mentionnait l'augmentation des prix du charbon et du gaz naturel, les restrictions à l'exportation imposées par la Chine et la Russie, la réduction des approvisionnements en Chine en

raison du coût et de la disponibilité de l'énergie, la fermeture d'usines aux États-Unis à la suite des dommages causés par les ouragans, ainsi que des coûts et des difficultés liés à la logistique.

Les prix élevés de l'énergie sont en phase avec l'intérêt grandissant que suscitent les énergies renouvelables. La forte croissance du diesel renouvelable (qui est fabriqué à partir d'huiles végétales, de graisses animales fondues et d'huile récupérée) en est un bon exemple. Selon une étude réalisée par Navius Research en 2021 pour le compte de Biocarburants avancés Canada, la consommation de diesel renouvelable a pratiquement doublé au Canada depuis 2015.¹⁷ Le diesel renouvelable connaît également une forte croissance aux États-Unis. En juillet 2021, l'Energy Information Administration des États-Unis indiquait que [TRADUCTION] « À la fin de 2020, la capacité de production de diesel renouvelable aux États-Unis totalisait près de 0,6 milliard de gallons par année, ou 38 000 barils par jour. Plusieurs projets actuellement en construction pourraient accroître cette capacité de 2,4 milliards de gallons par année et d'autres projets proposés et annoncés pourraient ajouter 1,8 milliard de gallons par année d'ici 2024. Si tous ces projets sont mis en œuvre comme prévu, la production américaine de diesel renouvelable s'élèvera à 5,1 milliards de gallons par année (330 000 barils par jour) d'ici la fin de 2024. »¹⁸

Autrement dit, entre le 1er janvier 2021 et la fin de 2024, la capacité de raffinage de diesel renouvelable aux États-Unis pourrait passer de 0,6 milliard de gallons par année à 5,1 milliards de gallons par année.

Cette croissance du diesel renouvelable entraînera vraisemblablement une forte augmentation de la demande de matières premières à base d'huile végétale et de graisse animale et, par le fait même, de la production d'oléagineux pour assurer un approvisionnement en huile végétale. Selon le rapport WASDE du département de l'Agriculture des États-Unis de décembre 2021, l'utilisation de l'huile de soja dans les biocarburants en 2021-2022 aux États-Unis devrait augmenter d'environ 24 % par rapport à 2020-2021. La construction de nouvelles raffineries dans les années à venir entraînera une augmentation importante de la superficie consacrée aux cultures de soja aux États-Unis et exercera une pression sur la capacité existante de trituration des oléagineux aux États-Unis.¹⁹ Toute augmentation significative de la superficie consacrée au soja aux États-Unis se fera au détriment de la superficie consacrée au maïs, qui est elle-même soumise aux fortes pressions de la demande. La même dynamique est à l'œuvre au Canada, en particulier dans l'Ouest, où le canola — dont la teneur en huile est plus élevée que celle du soja — fait concurrence aux cultures céréalières sur le plan de la superficie cultivée.

¹⁵ <https://fortune.com/2021/11/04/energy-crisis-food-shortage-security-fertilizer-prices-yara-ceo-madagascar-cop26/>

¹⁶ Raymond Zhong. « This Chemical Is in Short Supply, and the Whole World Feels It », *New York Times*, 6 décembre 2021

¹⁷ Voir <https://www.naviusresearch.com/wp-content/uploads/2021/11/Biofuels-in-Canada-Final-2021-11-09.pdf>

¹⁸ Voir « U.S. renewable diesel capacity could increase due to announced and developing projects », *Energy Information Administration des États-Unis*, juillet 2021 <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=48916>

¹⁹ Une excellente présentation sur les implications potentielles a été donnée par Dan Basse dans le cadre d'un webinaire organisé par la Farm Foundation en décembre 2021 aux États-Unis <https://www.youtube.com/watch?v=N2hqQDKopMM>

Denrées de base et sécurité alimentaire mondiale

Le ratio entre les stocks de céréales à la fin de l'année et l'utilisation prévue au cours de l'année suivante est une mesure courante de la disponibilité relative des denrées de base (comme le blé et le riz), et inversement un indicateur de la protection tangible dont nous disposons contre une famine liée à la rareté de ces produits. Partout dans le monde, le ratio stocks-utilisation est en baisse. La figure 2 ci-dessous illustre la production, l'utilisation et les stocks entreposés de céréales à l'échelle mondiale (céréales vivrières et fourragères). La figure montre que l'utilisation et la production ont toutes deux augmenté au fil du temps, mais que l'utilisation augmente à un rythme plus rapide que la production. Ce déséquilibre entraîne une réduction constante des stocks

entreposés disponibles – une inversion de la tendance observée avant 2017. En d'autres termes, lorsque les stocks diminuent, l'utilisation qui est faite chaque année dépend de façon accrue de la production annuelle, et moins de stocks sont disponibles pour atténuer la variation de la production ou de l'utilisation. Compte tenu de la demande – qui est fonction de la population, du revenu et des préférences – la production mondiale s'est récemment révélée insuffisante pour assurer le maintien ou la reconstitution des stocks.

Cette situation a entraîné une hausse marquée des prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale, comme le montre la figure 3. Cette figure présente un indice mondial des prix

des produits alimentaires, en termes nominaux et réels. En termes nominaux, les prix

des produits alimentaires à l'échelle mondiale n'ont jamais été aussi élevés depuis 1961. Lorsque l'inflation est prise en compte (prix réels), les prix des produits alimentaires à l'échelle mondiale ont atteint en 2021 leurs plus hauts niveaux depuis la flambée des prix à court terme qui est survenue au début des années 1970. Ces tendances sont présentes au Canada, mais elles sont particulièrement marquées dans les pays en développement, où l'alimentation accapare une part beaucoup plus importante du revenu des ménages et où les taux et les risques de malnutrition sont beaucoup plus élevés.

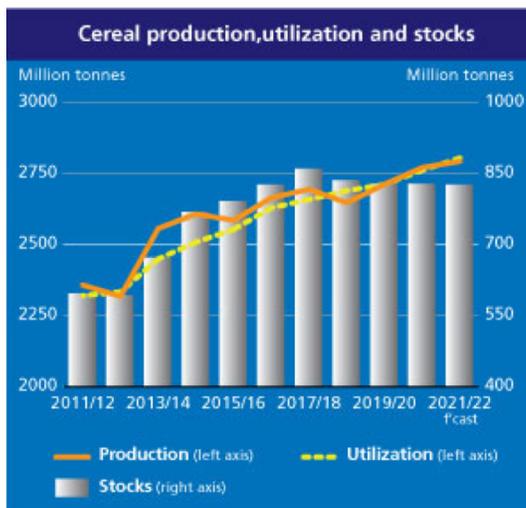


Figure 2

Source : Rapport sur la situation alimentaire mondiale de la FAO-ONU, 3 février 2022. <https://www.fao.org/worldfoodsituation/csdb/fr/>

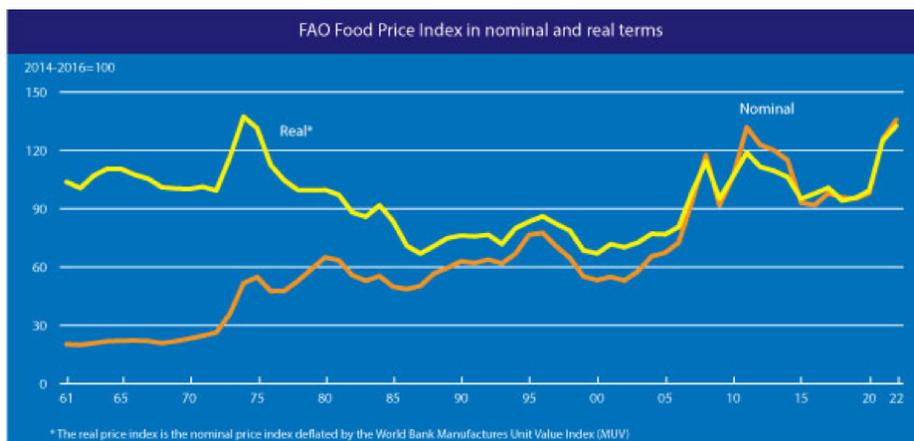


Figure 3

Rapport sur la situation alimentaire mondiale de la FAO-ONU, 3 février 2022. <https://www.fao.org/world-foodsituation/foodpricesindex/fr/>

Répercussions

Bon nombre des éléments du contexte actuel sont apparus soudainement ou découlent directement ou indirectement des fluctuations marquées de la demande et des perturbations logistiques engendrées par la pandémie de COVID-19. Or, le fait que la pandémie tende maintenant à se dissiper n'aura pas pour effet de rétablir la situation qui prévalait avant l'apparition de la COVID-19 ni de résoudre instantanément les problèmes qu'elle a engendrés. Dans d'autres cas, les problèmes observés sont le résultat de tendances persistantes — comme le ralentissement de la croissance de la productivité multifactorielle — parvenues à leur aboutissement et qui ne font maintenant qu'aggraver les pressions accrues auxquelles le système alimentaire est soumis. Le secteur agroalimentaire canadien est aujourd'hui confronté à une situation fondamentalement différente et cette évolution est, en grande partie, attribuable aux manifestations actuelles et futures des changements climatiques et aux tensions géopolitiques quiminent le multilatéralisme.

Les preuves de cette mutation sont indéniables. Des données récentes suggèrent que le monde n'arrive plus à constituer de stocks de produits de base; malgré une production et des rendements impressionnants, la planète vit désormais au jour le jour, année après année. Même de faibles reculs dans la production annuelle peuvent désormais avoir des conséquences à l'échelle mondiale. Les entreprises de l'ensemble du système alimentaire s'efforcent maintenant de

constituer des stocks plus importants, car elles craignent d'en manquer en raison des fréquentes perturbations juste à temps. Les contraintes qui sont exercées sur l'intensité des intrants et les systèmes de production agricole essentiels pour faire face aux changements climatiques réduisent la marge de manœuvre dont nous disposons pour combler les déficits et accroître les stocks. La fragilité de l'équilibre entre l'offre et la demande pose également des risques aux échelles régionale et mondiale liés aux événements géopolitiques.

Les marchés sont mandatés de rationner les produits dans des situations très complexes. La croissance du diesel renouvelable aux États-Unis illustre bien cette complexité. Si des millions d'acres supplémentaires doivent être consacrés à la culture du soya aux États-Unis afin de fournir de l'huile de soya nécessaire à la production de diesel renouvelable, les superficies consacrées à d'autres cultures, notamment le maïs, s'en trouveront réduites. La demande de maïs est pourtant soumise à fortes pressions, en particulier sur les marchés d'exportation, alors que la Chine essaie de rebâtir son industrie du porc après des épidémies récurrentes de peste porcine africaine. À elle seule, cette concurrence pour les superficies fera gonfler les prix du maïs et du soya, ce qui exacerbera l'effet de la forte hausse des prix des engrais sur les cultures à forte absorption d'azote, en particulier le maïs.

De façon plus générale, il est désormais évident que la Chine n'est pas en

mesure de produire suffisamment de nourriture pour nourrir l'ensemble de sa population et qu'elle ne le sera pas davantage dans un avenir prévisible. En raison des difficultés majeures liées à la rareté des ressources naturelles (en particulier de l'eau dans certaines parties du nord du pays) et aux maladies animales (en particulier la peste porcine africaine, la fièvre aphteuse et la grippe aviaire) qu'elle doit surmonter et de son engagement public à rebâtir son industrie porcine, la Chine sera à l'avenir le principal importateur de céréales fourragères, d'oléagineux et de protéines de viande. La stratégie de la Chine pour répondre à ses besoins en matière de sécurité alimentaire est entremêlée dans un agenda géopolitique qui l'amène, de façon assez ironique, à prendre périodiquement des mesures pour censurer ses fournisseurs.

Plus les prix à la ferme et les prix des produits alimentaires augmenteront, plus les inégalités en matière de sécurité alimentaire s'accroîtront. Il s'agit d'une question de politique sociale importante au Canada, où les prix des aliments, à l'instar d'un impôt dégressif, ont des impacts disproportionnés sur les ménages à faible revenu. Cette situation entraîne également un problème d'inégalité à l'échelle internationale entre les pays les plus développés — dans lesquels l'impact d'une hausse des prix des denrées alimentaires est limité en raison de la part relativement faible du revenu moyen des ménages qui est consacrée à l'alimentation — et les pays moins développés où la part du revenu consacrée à l'alimentation



est beaucoup plus importante et où des prix élevés constituent une source latente d'agitation sociale.²⁰

En somme, la situation actuelle et les perspectives raisonnables donnent à penser que nous nous acheminons,

de façon générale, vers une pénurie alimentaire. Cette situation contraste fortement avec la période prolongée qui a suivi la Seconde Guerre mondiale pendant laquelle, à quelques exceptions passagères près, l'une des principales préoccupations des

politiques agricoles nord-américaines et européennes a été de surmonter le soi-disant « défi de l'abondance » et le « problème agricole » lié à l'offre excédentaire de produits agricoles et à la faiblesse/l'instabilité consécutive des prix à la ferme.

Tendances en matière de politique agroalimentaire

On pourrait s'attendre à ce que, dans une économie ouverte ayant un secteur agroalimentaire fortement axé sur l'exportation, la perspective des changements radicaux et des chocs mentionnés dans les paragraphes qui précèdent donne lieu à un réexamen de la pertinence de la stratégie actuelle du Canada en matière de politique agroalimentaire, et à l'établissement d'une vision prospective quant aux changements qui pourraient ou devraient être apportés à cette stratégie pour permettre au Canada d'y résister et même se distinguer dans un tel contexte commercial.

Deux observations s'imposent au sujet de la politique agroalimentaire canadienne. La plus récente vision a été présentée dans *l'Énoncé de Guelph*, qui a été publié en novembre 2021 dans la foulée de la conférence annuelle des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture. Cette vision définit le changement climatique/la durabilité, la disponibilité de la main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire et l'établissement d'un code de conduite dans le secteur de la vente au détail comme de nouvelles priorités stratégiques – qui s'ajoutent aux mesures stratégiques visant à contrer les menaces immédiates, comme la peste porcine africaine. Les autres enjeux examinés, notamment la gestion des risques d'entreprise (GRE), l'innovation, les échanges et la commercialisation, etc., ont été considérés comme ne nécessitant que des changements marginaux ou revêtant essentiellement la même importance que par le passé.

L'autre observation concerne la lettre de mandat de la ministre fédérale de l'Agriculture et de l'Agroalimen-

taire.²¹ Les récentes lettres de mandat adressées aux ministres fédéraux de l'Agriculture envisageaient le rôle du ministre comme consistant principalement à appuyer les activités d'autres ministères fédéraux de plus haut niveau, et prévoyaient relativement peu de choses quant à l'orientation spécifique d'AAC. La lettre de mandat adressée à la ministre Bibeau le 19 décembre 2021 semble ratisser passablement plus large. La lettre indique que les éléments clés du mandat s'articuleront autour d'initiatives sur les changements climatiques ciblant spécifiquement le secteur agricole, la mise en œuvre de mesures pour assurer l'offre de travailleurs dans le secteur agroalimentaire et l'élaboration d'une politique nationale en matière d'alimentation dans les écoles. Il ressort de la lettre que la ministre a le mandat de s'attaquer aux changements climatiques en agriculture. En outre, la lettre reconnaît pour la première fois qu'il y a lieu d'adopter, face aux changements climatiques, une approche distincte de la stratégie universelle descendante plus « globale » qui a jusqu'ici été appliquée au Canada. Il en va de même pour le problème de la main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire.

L'impression générale qui se dégage de la lettre de mandat est que les priorités du Canada en matière de politique agroalimentaire semblent reposer à la fois sur la volonté 1) de maintenir en grande partie le statu quo et 2) d'opérer un virage fortement axé sur les changements climatiques et la main-d'œuvre dans le secteur agroalimentaire. Le fait que le monde soit en plein réchauffement et vulnérable aux pénuries alimentaires, que les périls climatiques et météorologiques mena-

cent de plus en plus la sécurité alimentaire mondiale et que les pays continuent d'utiliser comme une arme leur politique commerciale agroalimentaire ne semble pas avoir été véritablement pris en compte. Les tendances actuelles en matière de politique agroalimentaire donnent à penser soit que le contexte actuel est perçu comme une déviation par rapport à la normalité qui finira par se résorber soit que l'importance de cette déviation est éclipsée par les changements climatiques et la volonté implacable de concentrer les efforts sur la lutte contre les changements climatiques.

Le Canada exporte des produits vers un monde de plus en plus vulnérable sur le plan de la sécurité alimentaire, et tout indique que la demande augmente plus rapidement que l'offre. Sur le plan de la politique agricole intérieure, cela signifie que les prix à la ferme devraient également augmenter – une bénédiction pour les agriculteurs. Le problème ne vient pas de la hausse des prix à la ferme, mais bien de l'instabilité des prix, non seulement des produits agricoles, mais aussi des prix et de la disponibilité des intrants agricoles, y compris les engrais, les produits chimiques, le carburant et, de plus en plus, les intrants de haute technologie comme les puces informatiques, les logiciels, etc. Les répercussions financières et opérationnelles d'une instabilité accrue à des niveaux de prix plus élevés pourraient s'avérer coûteuses pour de nombreux agriculteurs et risquent d'avoir peu en commun avec les situations pour lesquelles les outils existants de stabilisation du revenu agricole ont été conçus.

²⁰ À titre d'exemple, au début de janvier 2022, des protestations ont éclaté au Kazakhstan en réaction aux prix élevés de l'essence et des denrées. Des troupes russes ont été appelées pour rétablir l'ordre

²¹ <https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2021/12/16/lettre-de-mandat-de-la-ministre-de-lagriculture-et-de-lagroalimentaire>



Conclusion: Briser le moule

Compte tenu du contexte global, il semble peu probable que la situation actuelle ne soit qu'une déviation temporaire qui finira par se résorber au profit d'un retour à la normale — il y a tout simplement trop de facteurs en jeu, et ceux-ci changent continuellement. Nous en avons la preuve partout — la demande croissante pour les produits alimentaires à l'échelle mondiale — qui est fonction de la croissance économique et de l'urbanisation passées, actuelles et projetées — et une grande réticence à renoncer aux progrès antérieurs réalisés dans la lutte contre la pauvreté.

Il est impératif et urgent que ces facteurs soient pris en compte dans le cadre d'une réflexion approfondie sur l'industrie agroalimentaire canadienne et sur la stratégie que le gouvernement du Canada entend mettre en œuvre pour préserver la sécurité alimentaire et soutenir la viabilité de l'industrie agroalimentaire tout en cheminant vers la carboneutralité.

Le gouvernement fédéral a signalé qu'il était conscient de la nécessité de contrer la détérioration de la situation géopolitique lorsqu'il a annoncé, dans la lettre de mandat de la ministre des Affaires étrangères du 16 décembre 2021, sa volonté d'élaborer une stratégie indopacifique. On y lit que la

ministre doit « élaborer et mettre en œuvre une nouvelle stratégie indopacifique exhaustive pour renforcer les partenariats en matière de diplomatie, d'économie et de défense, ainsi que l'aide internationale dans la région ». Dans la même lettre, la ministre est également chargée de faire progresser de nombreuses autres priorités, y compris « en collaboration avec le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, maintenir le leadership du Canada dans les efforts internationaux de lutte contre les changements climatiques ». Ce qui semble faire défaut, cependant, c'est la conscience que ces enjeux sont profondément interreliés et qu'ils ont un impact important sur le système alimentaire mondial et sa capacité à préserver la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.

La lettre ne reflète pas non plus une conscience claire du fait que la sécurité en Asie, en particulier en Chine, passe par l'alimentation, l'énergie et la croissance économique. Les efforts mondiaux pour atténuer les changements climatiques menacent la croissance alimentaire, énergétique et économique de l'Asie, ainsi que la nôtre. Or, il y a eu peu d'exercices de réflexion approfondie sur la façon dont nous pourrions progresser vers une stratégie qui permettrait à la fois d'atténuer les changements climatiques et de contrer les forces géopolitiques et géoéconomiques qui perturbent le commerce alimentaire mondial (et se répercutent sur les entreprises agroalimentaires canadiennes et les secteurs de l'industrie qui y participent), accroissent l'insécurité alimentaire et menacent notre sécurité physique.

La politique actuelle témoigne également d'une compréhension limitée de la façon dont le Canada, en tant que grand exportateur net d'aliments — mais aussi d'énergie et d'autres produits — pourrait mettre ses atouts à profit de façon plus stratégique. Un récent examen stratégique réalisé par Jeffrey Wilson, du Perth-USAsia Centre, qui explique en détail comment l'Australie pourrait s'y prendre pour contrer les mesures géoéconomiques de la Chine, pourrait également orienter la façon dont nous pourrions élaborer une stratégie qui permettrait de mieux protéger l'agriculture canadienne — qui est tributaire des échanges commerciaux — et de réduire au minimum les perturbations du système alimentaire. L'inquiétude pourrait se résumer comme suit:

Tant la Chine que les États-Unis déploient des stratégies géoéconomiques dans le but de manipuler les relations économiques et de réaliser des gains géopolitiques. Ce contexte est particulièrement difficile pour le Canada, sachant que nos exportations agroalimentaires sont principalement destinées aux États-Unis et à la Chine. L'engagement de ces deux superpuissances en faveur du multilatéralisme tendant à s'éteindre, nous sommes de plus en plus soumis à des tactiques commerciales coercitives qui coûtent cher à l'économie canadienne. Or,

²² See *Adapting Australia to an era of geoeconomic competition* by Jeffrey Wilson, Perth USAsia Centre, February 2021 <https://perthusasia.edu.au/our-work/geoeconomics-report>

un engagement décroissant envers le multilatéralisme est à l'opposé de ce qui pourrait favoriser la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale..

Le Canada étant l'un des rares pays exportateurs nets de produits alimentaires à disposer d'une capacité importante, nous sommes fortement exposés à un risque géoéconomique grandissant, qui est réparti de façon inégale entre nos industries des ressources qui se trouvent sur la ligne de front de cette bataille, en particulier l'agroalimentaire. En outre, parce que nous tenons résolument à maintenir une économie ouverte et une politique économique libérale, nous sommes mal positionnés pour faire face à la concurrence géoéconomique, car le Canada agit principalement à titre d'organisme de réglementation plutôt comme partenaire stratégique des entreprises.

Or, en tant qu'économie profondément tributaire du commerce dépendant fortement de deux superpuissances de plus en plus protectionnistes, nous devons nous donner les moyens de protéger nos intérêts contre ces menaces géoéconomiques. Toute stratégie allant en ce sens nécessitera une collaboration accrue entre les entreprises canadiennes et le gouvernement et devra reconnaître que les entreprises agroalimentaires et les industries agricoles canadiennes sont sur la ligne de front de cette rivalité géoéconomique, et qu'elles ont déjà beaucoup souffert de l'impréparation du Canada à faire face à des mesures protectionnistes. Les efforts de réglementation sont généralement axés sur les préoccupations relatives aux lacunes potentielles que pourrait comporter le régime de marché et aux conséquences imprévues qu'elles pourraient engendrer — sur les plans de l'environnement, de la salubrité et la qualité des aliments, etc. — et présupposent que les risques internationaux sont adéquatement pris en charge par les règles commerciales et les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux. Ces règles et ces mécanismes s'étant affaiblis, les risques internationaux sont de plus en plus assumés par les entreprises; il importe donc que le gouvernement modifie sa réglementation afin qu'elle offre une meilleure protection.

Notre politique commerciale agroalimentaire actuelle, et notre politique économique en général, ne tiennent pas suffisamment compte de la nécessité de mieux aligner les gouvernements, les entreprises et les industries agricoles à cet égard. Comment pouvons-nous créer ce levier stratégique? À titre de grand exportateur net de produits alimentaires excédentaires, le Canada fait partie d'un très petit club de huit pays qui représentent conjointement plus de 60 % des exportations mondiales nettes de produits alimentaires [Brésil, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, Thaïlande, Inde* (au fur et à mesure que son revenu augmente, l'Inde passe d'un statut d'exportateur net à un statut d'importateur net de produits alimentaires)]. Dans la plupart des cas, les grands exportateurs nets de produits alimentaires bénéficieraient de la formation d'une coalition entre pays consentants qui permettrait l'établissement d'un consensus quant aux règles du commerce et l'adoption d'une approche commune en matière de durabilité et d'atténuation des changements climatiques.

Lorsqu'on examine les grands importateurs nets de produits alimentaires, on comprend mieux pourquoi une coalition des grands exportateurs nets consentants est importante pour rééquilibrer les pouvoirs sur le plan géoéconomique. Cinq pays représentent conjointement plus de 40 % des importations nettes de produits alimentaires à l'échelle mondiale; la Chine étant le plus grand importateur net de produits alimentaires (les autres sont le Japon, la Fédération de Russie, l'Arabie saoudite et la République de Corée). Il semble possible qu'au moins le Japon et la République de Corée soient fortement intéressés à faire partie d'une coalition de pays désireux de mettre en œuvre des règles commerciales obligatoires.

Ce groupe plurilatéral axé sur les questions d'importance pourrait sans doute s'attaquer aux enjeux liés à la sécurité alimentaire avec davantage de succès que n'en obtiennent les superpuissances concurrentes dans le cadre de processus multilatéraux et bilatéraux.

Nous devons également avoir conscience qu'une stratégie géopolitique



visant à contrer la stratégie proposée dans le présent document pourrait être mise en œuvre — par certains grands importateurs nets de produits alimentaires cherchant à acquérir des ressources stratégiques de production alimentaire dans les grands pays exportateurs nets de surplus alimentaires. En tant qu'économie ouverte, nous sommes généralement très favorables aux investissements étrangers, mais nous devons exercer la diligence raisonnable requise afin d'obtenir l'assurance que ces investissements seront positifs à long terme pour notre secteur agroalimentaire, notre économie et notre sécurité, y compris la sécurité alimentaire des Canadiens.

Le Forum économique mondial (FEM) vient tout juste d'établir la liste des risques les plus graves qui pèseront sur l'humanité au cours des 10 prochaines années.²³ L'Organisation des Nations

Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a établi un lien entre les risques associés à l'émergence de conflits, aux changements climatiques/à l'environnement et à un ralentissement économique et l'augmentation de la faim et de l'insécurité alimentaire dans le monde.²⁴ Il est peu probable que nous parvenions à améliorer la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, et encore moins à composer adéquatement avec les risques sous-jacents mis en lumière par le FEM, si nous ne parvenons pas d'abord à réduire l'ingérence géopolitique dans le commerce agroalimentaire mondial.

Enfin, la croissance de la productivité agricole semblant diminuer, il est nécessaire, pour atténuer le risque d'une crise alimentaire mondiale, que les pays s'engagent de façon plus formelle à réduire l'intensité carbone de la production alimentaire

tout en facilitant et en maximisant le commerce des produits alimentaires à faible intensité de GES en provenance des quelques pays exportateurs de surplus, comme le Canada et l'Australie. La coalition des pays consentants serait bien placée pour exercer un rôle de leadership à cet égard et clarifier l'importance de l'intensification durable, un sujet qui a été traité de manière assez approfondie lors du Forum des grandes solutions de l'ICPA en mai 2021.



²³ *The Global Risks Report 2022, 17th Edition, Forum économique mondial*

²⁴ *Voir le rapport État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 des Nations Unies <https://www.fao.org/3/cb4474fr/online/cb4474fr.html>*